

La CEA vise la performance par plus d'attention aux communautés locales

PANA, 14 juin 2011 Par Rwegayura Anaclet, correspondant de la PANADar es Salaam, Tanzanie - Le soleil se couche dans la Rift vallée poussièreuse de l'Afrique de l'Est et les vaches meuglent à mesure que les jeunes pasteurs conduisent leurs troupeaux dans des directions différentes à kraals. En réalité, certains troupeaux sont en train de traverser une frontière internationale invisible. Cependant, ce qui est étonnant pour un visiteur, c'est de réaliser que quand il s'agit de faire paître les animaux, les intérêts des éleveurs sur les deux côtés de la frontière entre la Tanzanie et le Kenya convergent.

Bien que les animaux broutent sur le même pâturage, ils appartiennent à des communautés de nationalités différentes. Ces mouvements ont lieu tous les jours sans problème entre les communautés pastorales vivant dans les régions frontalières des Etats membres de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est (CEA). D'autres communautés pastorales du nord-ouest originaires de Karamoja en Ouganda, de Turkana et Pokot au Kenya, les Toposa et les Merile du Sud-Soudan et les Nyangatom du sud de l'Ethiopie se réunissent chaque année pour la course Tegla Loroupe, un événement social qui a produit des résultats positifs dans la vie collective ces dernières années. Sauf les vols de bétail devenus des incidents rares, les éleveurs pourraient être à un pas devant la majorité de leurs compatriotes en matière d'interaction transfrontalière. Leurs activités conjointes témoignent du désir de tous les citoyens de la CEA à travailler ensemble dans le cadre de partenariats et au sein d'institutions sous-régionales pour relever les défis de toutes sortes. Les vaches ne sont pas seulement un symbole de statut dans les communautés pastorales de l'Afrique de l'Est mais aussi leur principale source de subsistance. Toutefois, la Secrétaire générale adjointe de la CEA en charge de la coordination politique, Beatrice Kiraso, estime que leur champ d'activités générales de revenus est presque illimité. Nous ne pouvons pas mettre en place des usines de transformation laitière et industrialiser ces secteurs ? s'est interrogée Mme Kiraso, exhortant les communautés pastorales de la région à s'engager dans des sources alternatives de revenus comme l'agriculture afin de maximiser l'utilisation des terres et accélérer le développement. L'axe de partenariat entre les cinq Etats partenaires de la CEA - Kenya, Ouganda, Tanzanie, Rwanda et Burundi - est, en fait, leur désir commun de prospérité économique. La clé de cette condition réside dans l'industrialisation de la région et le développement du marché interne rentable. "L'industrialisation reste un défi majeur pour l'intégration de l'Afrique de l'Est", a indiqué le président du Conseil des ministres de la CEA, Mme Hafsa Mossi, à l'Assemblée parlementaire de l'Afrique de l'Est le 1er mai 2011, en présentant le budget de la communauté pour 2011 et 2012. Actuellement, les échanges entre Etats membres de la CEA représentent seulement 11 pour cent du total des échanges de la région avec le reste du monde, qui, selon Mme Mossi, « reflète à la fois un faible niveau d'industrialisation de la région et d'autres obstacles et distorsions dans les efforts de développement du marché intérieur de la région ». Toutefois, les gouvernements et les acteurs du secteur privé de cette région sont déterminés à relever tous les défis avec le courage, la créativité et les compétences nécessaires. Grâce à la CEA et à ses organes, y compris EALA, la Cour de justice de l'Afrique de l'Est, la Commission du bassin du lac Victoria, le Conseil interuniversitaire pour l'Afrique de l'Est, les Organisations pour la pêche dans le lac Victoria et la Banque de développement de l'Afrique de l'Est, il est facile de relever ces défis et de maintenir l'élan de l'intégration régionale. En Décembre 2010, les Etats partenaires ont paraphé un pacte visant à éliminer la imposition en vue d'améliorer les perspectives d'investissement transfrontalier et l'afflux des investissements directs étrangers. En ce moment précis, il est un peu trop tôt pour savoir quel est le profit immédiat de la transaction ou comment il a contribué à attirer l'attention des investisseurs. Ce que de nombreux responsables reconnaissent comme produisant des avantages évidents pour la région à ce jour, c'est l'Union douanière de la CEA qui a été lancée en 2005, suite au Marché commun de l'Afrique de l'Est. Le PIB de la région a grimpé de 46,5 milliards de dollars américains à 74, sur la période 2005-2009, alors que par le revenu par habitant moyen a augmenté de 402 à 571 dollars. En dépit de ces progrès, il y a très peu de raisons de se réjouir parce que les citoyens ordinaires de l'Afrique de l'Est - les travailleurs pauvres et les millions de jeunes chômeurs - vivent toujours sous le joug de la pauvreté. Le Secrétaire général de la nouvelle union, Richard Sezibera, a déclaré que sa tâche principale est de consolider la mise en œuvre de l'union douanière en vue de la formation d'un Territoire douanier unique en Afrique de l'Est. La création d'un territoire douanier s'accroît-il, a-t-il affirmé, "est une priorité essentielle vers" l'intégration régionale. Lorsque les ministres des Finances de la CEA ont annoncé leur budget national le 8 Juin 2011, pour l'exercice 2011/2012, le message était clair que les pressions sociales à l'intérieur des pays, y compris l'inflation et les prix élevés du carburant, avaient mis en veilleuse le rêve d'intégration. Selon la presse des capitales nationales, les ministres ont sacrifié les politiques de libre-échange dans le marchandage politique qui a largement restauré de nombreux régimes d'exonération à l'importation, jugés responsables du ralentissement du commerce intra-régional. A titre d'exemple, les journalistes ont cité la prolongation d'une année supplémentaire par l'Ouganda de la durée de vie du programme controversé de remise à l'importation sur les intrants industriels, avec la possibilité de raviver les différends commerciaux avec les entreprises basées en Afrique de l'Est. Le régime permet aux entreprises basées en Ouganda d'importer environ 135 intrants industriels sans avoir à payer les 100 pour cent du tarif extérieur commun que les commerçants des quatre autres Etats membres de la CEA paient sur les matières produites. De même, le ministre des Finances de la Tanzanie, Mustafa Mkulo, a renoncé à appliquer les taxes à l'importation sur les matières premières utilisées dans la fabrication de produits de toilette et savons médicamenteux pendant un an. En outre, le ministre a autorisé l'importation en franchise des véhicules à moteur transportant plus de 25 passagers pendant un an. "Cette violation continue du tarif extérieur commun par les ministres des Finances va amener le secteur privé à commencer à traiter le processus d'intégration de la région comme une plaisanterie", a déclaré Bill directeur général de GMC Motors au Kenya. Quatre des Etats membres de la CEA, le Kenya, la Tanzanie, l'Ouganda et le Rwanda, sont en train de financer des projets d'infrastructure massifs en causant des déficits énormes. Ils estiment que ces projets pourraient stimuler la croissance économique dans leurs pays et, éventuellement, stimuler la croissance dans toute la région. Le Kenya entend augmenter les dépenses sur les routes, les infrastructures énergétiques et de

transport ferroviaire, tandis que les principales allocations pour les projets d'infrastructure en Ouganda sont injectées dans les réseaux routiers et les projets énergétiques, qui comprennent la centrale hydroélectrique de 250 MW de Bujagali et le projet hydroélectrique de 600 MW de Karuma. Alors que certains analystes n'ont vu aucun changement de politique de nature à stimuler le commerce, ils ont indiqué qu'ils n'avaient vraiment pas bon espoir que les plans de dépense des gouvernements de la CEA cette année allaient apporter une solution aux problèmes économiques dans leurs pays respectifs. Les chefs d'entreprises craignent aussi que les budgets des gouvernements pour l'année fiscale commençant le 1er Juillet 2011 ne reflètent un retour progressif du nationalisme enraciné qui pourrait compromettre les prochaines étapes cruciales du processus d'intégration dans la CEA, qui sont la création de l'Union monétaire et la fédéralisation politique. L'expérience actuelle montre clairement que la mise en œuvre du Marché commun de la CEA et de l'Union douanière de la CEA est toujours sur une route accidentée qui a besoin d'être aplanie. Il y a une nécessité pour les Etats partenaires de définir certaines de leurs priorités de développement non pas à l'intérieur des frontières nationales mais plutôt dans un contexte régional. "Le Protocole du marché commun indique clairement les droits, libertés, droits et obligations des personnes elles-mêmes de faire avancer le Marché commun et de profiter de ses avantages." En tant que dirigeants, nous avons besoin d'être sensibilisés, de mobiliser et d'expliquer aux gens cette avancée considérable qui doit être promue, actualisée et soutenue à tous points de vue», a souligné Mme Mossi, qui est par ailleurs le ministre burundais en charge des affaires de la CEA. Mme Mossi a ajouté que "les défis de la CEA demeurent à peu près les mêmes que dans les dernières années, y compris la nécessité d'établir un financement prévisible et durable programme régional." Le Financement de la CEA ne peut guère être prévisible tant que la paix dans les pays voisins qui, pendant longtemps, ont été ravagés par les conflits - la Somalie, le Soudan et la RD Congo, reste précaire. Les armes illégales de ces pays se retrouvent facilement dans la région de la CEA, ce qui favorise la montée de la piraterie dans la côte ouest de l'océan Indien. "Nous ne pouvons pas nous permettre de laisser des armes illégales saper le processus d'intégration régionale qui est maintenant entré dans une phase cruciale de création d'un marché commun qui verra la libre circulation de tous les facteurs de production», a déclaré Kiraso, appelant à une stratégie commune pour répondre aux défis des armes illégales, au moment où l'Afrique de l'est s'achemine vers une fédéralisation politique. Toutefois, les Africains de l'est ont le plus besoin à l'heure actuelle, c'est une stratégie qui stimule la croissance économique et crée des emplois, surtout pour les jeunes qui expriment leur frustration dans les changements sociaux, économiques et politiques comme c'est le cas en Ouganda et dans les autres pays africains. Les fonds publics ne devraient pas être destinés à des projets guidés par la politique qui ne profitent qu'à une petite élite, mais à des projets qui permettent de réduire la faim et la pauvreté des masses. En tant qu'institution publique et régionale, la CEA devrait s'employer à obtenir des résultats concrets qui produisent des changements positifs dans la vie des gens. Si les familles des petits producteurs agricoles et éleveurs de la région ne peuvent pas survivre, le bloc régional n'y arrivera pas.